

UIP – Débat général – Comment surmonter les divisions et renforcer la cohésion dans nos sociétés - lundi 29 novembre 2021

Au nom de la délégation suisse et de notre chef de délégation, le conseiller national Christian Lohr, je souhaite tout d'abord remercier très chaleureusement l'Espagne pour son accueil dans cette période difficile de pandémie. Mes remerciements vont aussi au staff de l'UIP qui n'a pas ménagé sa peine pour rendre notre séjour agréable.

Pour en venir au thème du débat général, nous assistons à une polarisation croissante du débat politique et à une évolution inquiétante de nos sociétés avec la montée du populisme un peu partout dans le monde. L'avènement de discours haineux et l'augmentation des menaces vis-à-vis des politiciens et des politiciennes sont inacceptables dans la mesure où ceux-ci sont des élus du peuple (pour autant que l'élection soit transparente et conformes aux règles de la constitution du pays concerné).

Néanmoins, s'il est légitime de condamner les appels à la violence et les menaces contre quiconque, les élu.e.s doivent de leur côté se montrer dignes de leur mandat avec un comportement exemplaire. Sinon, le préjugé selon lequel « ils sont tous pourris » va continuer à miner nos démocraties et alimenter le discours visant à décrédibiliser nos institutions.

Permettez-moi de citer un exemple récent que nous venons de vivre en Suisse avec la loi Covid destinée valider des aides pour les entreprises, les indépendant.e.s, les milieux de la culture et du sport ayant souffert de la pandémie. Cette loi doit entériner l'obligation temporaire du pass sanitaire en période de pandémie.

Dans notre pays pourtant réputé paisible, nous avons vécu une campagne démesurée et mensongère de la part des opposant.e.s qui ont cherché à instrumentaliser les inquiétudes liées à la période difficile que nous vivons. Les attaques ont été extrêmement violentes à l'encontre de notre ministre de la santé et des partisans du OUI et cette campagne a vu émerger une minorité qui n'a pas hésité à brandir le spectre de la dictature sanitaire pour empêcher l'application de mesures destinées à protéger la population. Fort heureusement, le peuple suisse ne s'est pas laissé bernier et a très largement confirmé cette loi malgré les excès de ses détracteurs. Ce résultat est d'autant plus important que le nombre d'infections remonte dangereusement alors que le taux de vaccination stagne dans notre pays.

Pour revenir à l'échelon international, le rapport annuel de l'Institut pour la démocratie et l'assistance électorale basé à Stockholm a montré qu'en 2020, le nombre de pays évoluant vers un système autoritaire est supérieur à celui des pays évoluant vers plus de démocratie. On observe ainsi des retours en arrière dans de nombreux pays sur tous les continents.

Ce phénomène est très inquiétant, et aucun pays n'est à l'abri d'une dérive autoritaire. Cela doit particulièrement nous alerter, nous qui sommes engagés dans l'UIP pour des parlements forts, démocratiques, inclusifs et transparents.

De plus, la pandémie a agi comme un révélateur des inégalités sociales et les a même creusées. Elle a aussi démontré que plusieurs secteurs de notre économie avaient un rôle

systemique : les métiers du soin, de l'approvisionnement, de la vente, du nettoyage. Métiers qui étaient souvent peu valorisés mais sans lesquels nos sociétés ne peuvent fonctionner.

Toutefois, ce tableau un peu sombre n'est pas une fatalité et si nous sommes engagés en politique, dans un parlement, c'est que nous voulons promouvoir une société qui ne laisse personne sur le bord du chemin. Mais pour cela, le droit à l'éducation pour les filles et les garçons doit être une priorité incontournable pour que les citoyens et les citoyennes soient aptes à prendre des décisions non pas basées sur des représentations subjectives mais basées sur des faits.

Il y a aussi lieu de lutter de manière déterminée contre la violence faites aux femmes et aux filles, ainsi que les violences domestiques au sens de la convention d'Istanbul que plus de 45 pays ont signée et plus de 30 pays ont ratifiée.

Les parlements ont la responsabilité particulière de voter des budgets permettant de mettre en place des politiques publiques conformes à de tels objectifs et à adapter leurs législations dans le sens des buts poursuivis.

Des parlements comportant plus de femmes (avec la parité dans le viseur), plus de jeunes et plus de représentants issus de la migration contribueront à des débats enrichis de la diversité de points de vue et avec une créativité renouvelée pour trouver des solutions aux défis actuels.

Dans ce contexte, l'urgence sociale et climatique devraient être les deux faces d'une même pièce.

C'était, de manière non exhaustive, quelques réflexions que nous souhaitons partager avec vous dans le cadre de ce débat sur les défis auxquels sont confrontés nos démocraties.

Merci de votre attention.

Laurence Fehlmann Rielle, conseillère nationale, membre de la délégation suisse